

Résistances libertaires



#3 — Novembre 2015 Journal mensuel de la — Coordination des Groupes Anarchistes

INTERNATIONAL

 *Groupe de Lyon*

VIVE LA RÉVOLUTION AU ROJAVA !

Le premier novembre, dans le cadre de la Journée Mondiale Pour Kobanê, une manifestation au flambeau était organisée à Lyon pour rendre hommage à la lutte décisive du peuple de Kobanê et pour saluer la Révolution du Rojava. Le groupe Lyon de la CGA était présent et visible à cette mobilisation.

Il est plus que jamais temps de soutenir Kobanê. Soutenir Kobanê, c'est aider à sa reconstruction, mais aussi être solidaire avec la lutte pour la liberté, la démocratie et la paix en Syrie.

Il est plus que jamais temps de reconnaître que le système d'autogestion démocratique du Rojava constitue un modèle de démocratie pour toute la Syrie.

*"Vive la révolution au Rojava"
Cortège de la CGA Lyon à la manifestation du 1er novembre pour Kobanê*



INTERNATIONAL

FASCISME ET TERREUR
D'ÉTAT EN TURQUIE ET
AU KURDISTAN

p. 2

SOLIDARITÉ AVEC NOS
CAMARADES EN
AFRIQUE DU SUD

p. 3

ANTIRACISME

AUCUN ÊTRE HUMAIN
N'EST ILLÉGAL !

p. 4

ANTIPATRIARCAT

FACE À LA TRANSPHOBIE,
SEULE LA LUTTE PAIE !

p. 6

MONDE DU TRAVAIL

AFFAIRE TEFAL :
DÉFENDONS LE
SYNDICALISME ET
L'INSPECTION DU TRAVAIL

p. 7

SOMMAIRE

TURQUIE - KURDISTAN

FACE AU FASCISME ET À LA TERREUR D'ÉTAT : SOLIDARITÉ INTERNATIONALE !

Ce samedi 10 octobre, un triple attentat a frappé au cœur d'une manifestation du « bloc de la paix » regroupant à Ankara organisations syndicales, politiques et associations progressistes et révolutionnaires alévis, turques et kurdes, qui protestaient contre le terrorisme de l'État AKP. Le bilan s'élève d'ores et déjà à plus de 125 morts et des centaines de blessés. Dans les minutes qui ont suivi les attentats, la police anti-émeute a attaqué les cortèges en tirant du gaz lacrymogène et des coups de feu, y compris contre les personnes qui tentaient de porter secours aux victimes. La répression policière a considérablement alourdi le bilan, en accroissant la panique et en empêchant les secours d'arriver.

LA SALE GUERRE DE L'ÉTAT TURC

Le scénario est presque le même que lors des attentats d'Amed (Diyarbakır) et de Suruç, en juin et en juillet. La main de l'État-AKPI apparaît derrière ce massacre. Cet attentat s'inscrit dans une longue tradition de terrorisme d'État et d'autoritarisme en Turquie contre le mouvement ouvrier et les minorités nationales, avec le soutien des États occidentaux, dont l'État français. En 2013, l'État turc n'avait pas hésité à écraser la révolte populaire du parc de Gezi, à Istanbul, qui protestait à la fois contre les politiques de bétonnage et de construction pour les grandes entreprises et contre le manque de libertés individuelles et politiques.

L'État turc fait mine de « condamner les attentats » mais il ne s'agit là que d'un discours hypocrite, quand, dans le même temps, le parti au pouvoir et les cercles ottomanistes (nostalgiques du grand Empire Ottoman musulman) n'ont cessé d'appeler, ces dernières semaines, au massacre contre les minorités. N'oublions pas que l'État turc n'a eu de cesse ces derniers mois de bombarder les villages et les positions kurdes, n'hésitant pas même à abattre des civils dans les villes en état de siège, comme Cizrê. La veille, il avait interrompu la diffusion de 9 chaînes de télévision d'opposition. Les médias qui sont liés au parti au pouvoir, les seuls à ne pas être inquiétés, poussent l'horreur et l'indécence jusqu'à présenter les attentats comme l'instrument, si ce n'est pas l'œuvre, des mouvements révolutionnaires qui auraient commis ces actes pour se poser ensuite en victimes. C'est l'occasion pour renouveler leur campagne haineuse contre les kurdes, les alévis, le mouvement ouvrier et syndical et les organisations révolutionnaires.



L'ÉTAT TURC, ALLIÉ OBJECTIF ET COMPLICE DE DAESH

Dans les deux dernières années, de nombreuses preuves attestent de la coopération entre le MIT (les services secrets turcs) les partisans de Daesh et les fascistes religieux des cercles ottomanistes. L'AKP au pouvoir prétend « lutter contre Daesh » alors qu'il fait en réalité preuve d'une complaisance certaine et même d'une complicité de moins en moins dissimulée avec cette organisation sunnite fasciste religieuse. La prétendue « campagne contre le terrorisme » lancée en juillet cible presque uniquement les organisations progressistes et révolutionnaires. Elle sert, en plus de raviver la haine nationaliste contre les minorités, à déstabiliser ces organisations avant les élections à venir du 1er novembre. Pour se maintenir au pouvoir, l'AKP est prêt à tout, y compris à mettre le pays à feu et à sang.

Face à cette situation, nous pensons que l'ensemble des organisations progressistes et révolutionnaires, à l'échelle internationale, doit assumer ses responsabilités :

- en organisant la solidarité matérielle concrète et directe avec les organisations syndicales, progressistes et révolutionnaires de Turquie et du Kurdistan ;
- en dénonçant le terrorisme de l'État turc et la complicité des États occidentaux, à travers leur coopération policière, économique, politique, diplomatique.

La Coordination des Groupes Anarchistes entend y contribuer avec nos modestes moyens, mais avec toute notre détermination, en lien avec le mouvement communiste libertaire au Kurdistan, en Turquie et dans le monde. Nous assurons nos camarades de toute notre solidarité ! Contre le fascisme, ici ou là bas, soyons au coude à coude !

SOLIDARITÉ AVEC NOS CAMARADES EN AFRIQUE DU SUD !

Profitant de son passage en Europe, Résistances Libertaires donne la parole à Livio, notre compagnon de la FARJ, pour nous parler de la situation politique et sociale au Brésil. En revenant sur les périodes importantes de l'histoire contemporaines du pays, il nous livre quelques billes pour comprendre ce qu'il s'est passé depuis le vaste mouvement protestataire de juin 2013. Il est aussi question, dans cet article, de l'anarchisme social tel qu'il est pratiqué par la FARJ.

Le vendredi 9 octobre 2015 au soir, un militant de l'organisation Zabalaza Anarchist Communist Front (Afrique du Sud) a été menacé par un groupe de huit nervis pour son activité politique dans le township (bidonville noir) de Khutsong. Le lendemain, alors qu'ils s'apprêtaient à tenir avec un-e autre camarade une formation politique dans le quartier, ils ont été interrompu-e-s par un groupe d'une quinzaine de personnes, qui leur ont lancé des pierres et les ont menacé-e-s. Les deux camarades ont dû s'échapper et se cachent actuellement dans un autre township, puisque les nervis qui les ont menacé-e-s rodent autour de la maison de l'un des camarades.

D'après les informations données par le communiqué de nos camarades de ZACF et d'autres déclarations de solidarité, ces faits ne sont pas des événements isolés. Ils visent régulièrement des militant-e-s progressistes et révolutionnaires, notamment parce qu'ils remettent en cause le pouvoir corrompu et clientéliste des caciques locaux et nationaux de l'African National Congress, le parti au pouvoir. Ce sont ces autorités qui paient des hommes de main pour semer la terreur et interdire de facto les voix dissidentes dans leurs zones d'influence.

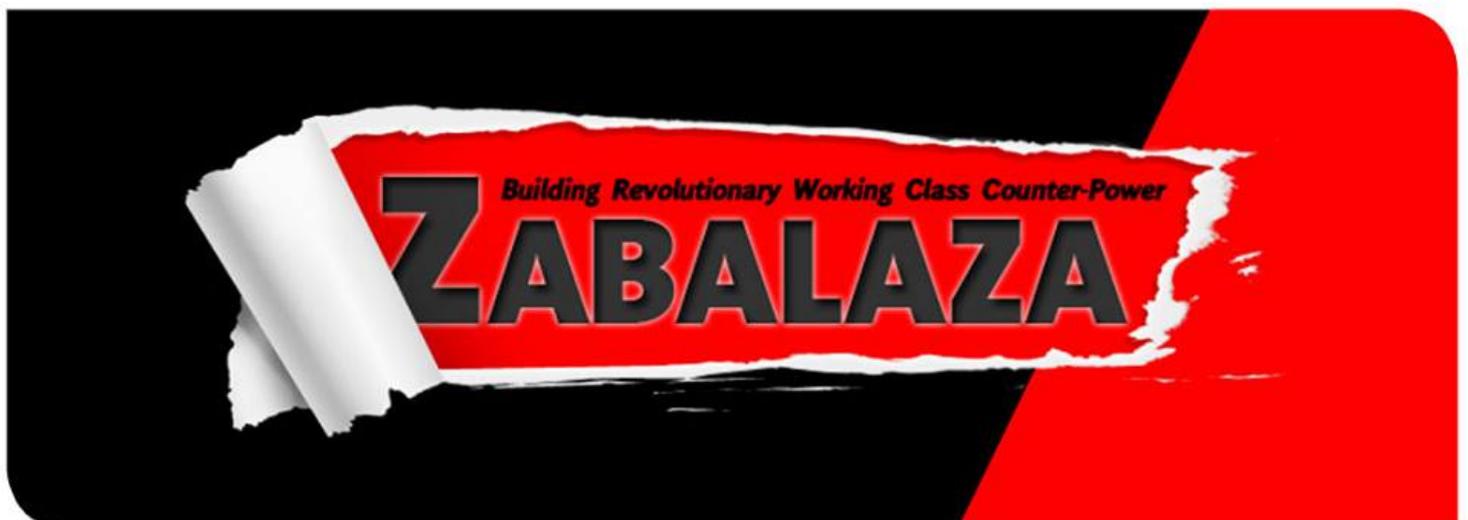
Tous les Etats ont recours à ce genre de pratiques à travers le monde. Se servant de la misère ou de la cupidité de certaines personnes, ils fabriquent des machines à tabasser et à tuer qui terrorisent les populations pour prévenir tout soulèvement populaire. Ainsi, au Mexique,

l'Etat envoie régulièrement des paramilitaires tirer sur les foules contestataires et même kidnapper les militant-e-s, comme il y a un an les 43 d'Ayotzinapan. En France, les plus âgé-e-s d'entre nous se souviennent encore des fourberies et des coups du Service d'Action Civique, qui se déguisait en ambulance pour mieux tabasser les blessé-e-s des manifestations des années 60 et 70.

Certains événements similaires, en Afrique du Sud et ailleurs, ont engendré des conséquences très graves, des morts, des mutilations et des handicaps à vie, des hospitalisations en soins intensifs, etc. Ne laissons pas faire ! N'attendons pas la mort d'un camarade pour condamner la violence étatique et para-étatique !

Toutes nos pensées et notre solidarité vont à nos camarades persécuté-e-s en Afrique du Sud, dans le reste du continent africain et partout ailleurs dans le monde.

Vive Zabalaza, vive l'anarchisme révolutionnaire partout dans le monde !



AUCUN ÊTRE HUMAIN N'EST ILLÉGAL ! POUR LA JUSTICE SOCIALE, ABOLISSONS TOUTES LES FRONTIÈRES !

A lors que d'années en années lois et mesures sécuritaires s'empilent pour transformer la violence de l'exil en crime, alors que depuis plusieurs mois des dizaines de milliers de personnes sont bloquées aux frontières de l'Europe forteresse et que des milliers d'autres meurent en tentant d'y accéder, les États européens, et singulièrement le gouvernement socialiste français, mettent en scène leur pseudo humanisme et leur prétendue responsabilité, annonçant se répartir 120 000 migrant-es pour mieux ficher, refouler, enfermer, expulser tou-ttes les autres en accroissant encore leur arsenal répressif. A la division entre immigré-es et nationaux-les vient s'ajouter une nouvelle catégorisation, celle entre les bon-nes réfugié-es, qui fuient les guerres (enfin certaines), et les mauvais-es migrant-es « économiques », voleur-ses de travail, de prestations sociales et terroristes en puissance.

LA SOURCE DU PROBLÈME : LE CAPITALISME ET L'IMPÉRIALISME

Face à ce tri abject, la Coordination des Groupes Anarchistes réaffirme avec force qu'aucun être humain n'est illégal. Pour nous, il n'y a pas et il n'y aura jamais de « bon-nes » ni de « mauvais-es » migrant-e-s, que des opprimé-e-s face à des minorités dirigeantes qui tirent profit de l'oppression du plus grand nombre. Qu'ils/elles fuient la misère ou la guerre, tou-ttes les migrant-es sont les victimes des mêmes exploiteurs et de leurs relais à la tête des États.

En désignant comme responsables des migrations les régimes dictatoriaux et les groupes fascistes « terroristes » agissant dans les pays d'origine, les pays occidentaux se dédouanent de leur responsabilité historique et actuelle. Nous ne sommes pas dupes de ce maquillage idéologique.

Colonisation hier, néo-colonialisme aujourd'hui, c'est le pillage organisé des ressources du Sud par le capitalisme occidental et les potentats locaux qui force les gens à fuir. Ce sont les interventions militaires directes (Irak, Afghanistan, Libye, Afrique subsaharienne, etc.) ou indirectes (vente d'armes, soutien financier et militaire à des régimes dictatoriaux et prédateurs) qui créent ou font durer les guerres pour servir l'intérêt géostratégique et économique des puissants. Ainsi, le cas spécifique de la Syrie aujourd'hui est tragiquement comparable aux guerres menées ailleurs. Occidentaux, pouvoir russe, turc comme dictatures du Moyen-Orient usent de l'éternelle propagande d'ajouter de la guerre à la guerre en prétendant œuvrer à la paix, alors qu'il est comme toujours seulement question de luttes d'influence, de manœuvres politiques internes à

chaque État, de positionnement stratégique pour se partager le futur gâteau. Une politique du chaos qui s'accommode du massacre d'une population pour servir les intérêts de quelques-uns.

Ces quelques-uns qui, en Europe, favorisent la libre circulation des capitaux mais interdisent la libre circulation des gens. Qui, après avoir contraint par centaines de milliers les gens à fuir, les condamnent à errer, à mourir noyé-es, électrocuté-es, en durcissant toujours plus leurs politiques migratoires. Qui obligent les migrant-es à la clandestinité pour disposer d'une main d'œuvre asservie, qu'ils jettent dès qu'ils n'en ont plus besoin. Qui diffusent leur rhétorique raciste en désignant ceux et celles qui n'ont pas les bons papiers ou pas la bonne couleur de peau comme des ennemis de l'intérieur. Qui, avec la complicité des grands médias, cherchent à casser la solidarité en France et en Europe en désignant les migrant-es comme boucs émissaires d'une précarisation généralisée qu'ils nous imposent pour mieux s'enrichir.

REPOLITISER LA QUESTION DES FRONTIÈRES

Les frontières et leur conséquence, le nationalisme, sont l'arme des minorités dirigeantes. En divisant les peuples, en les jetant au besoin les un-es contre les autres, elles entravent l'indispensable solidarité internationale entre toutes les exploité-es. Partout où celle-ci se met en place, l'État et sa police frappent pour la disloquer, comme on l'a vu récemment encore avec l'évacuation du camp No Border de Vintimille.



La Coordination des Groupes Anarchistes fait de la lutte avec les migrant-es un axe majeur de son intervention, en affirmant cette solidarité de classe, avec comme revendication immédiate l'ouverture des frontières, et comme horizon leur abolition et la liberté de circulation et d'installation pour toutes et tous.

Dans les luttes, sans hiérarchie entre les situations, à la base, il est urgent de soutenir la jonction entre celles et ceux qui se battent en France pour leur régularisation de-

ANTIRACISME

 Groupe de Lyon

Le jeudi 15 octobre, une manifestation de soutien aux réfugié-e-s était organisée par un collectif regroupant une quinzaine d'associations et d'organisations.

Le groupe Lyon de la CGA, d'Alternative Libertaire et de la Fédération Anarchiste (ne se retrouvant pas totalement dans la dynamique de ce collectif mais ne voulant pas diviser les forces) ont produit un tract propre appelant à la formation d'un cortège libertaire dans cette manifestation.

Derrière la banderole « Contre les guerres et les frontières, unité populaire ! », le cortège libertaire a été très dynamique et a bien égayé l'ensemble de la manifestation qui a réuni un petit millier de personnes !

Voici quelques slogans repris : « De l'air, de l'air, ouvrons les frontières » ; « Le capitalisme c'est la misère.

puis des années et les réfugié-e-s et les migrant-e-s qui viennent d'arriver. Opposer les un-e-s aux autres, c'est imposer le chacun-e pour soi. S'organiser collectivement est la condition indispensable de la continuité de la lutte et, au final, de l'amélioration des conditions de vie de tou-tes.

Ici et ailleurs, travailleur-ses, précaires, chômeur-ses, avec ou sans-papiers, solidarité !

Avec le sang des peuples, il trace les frontières » ; « Entre nous pas de frontières, unité populaire » ; « La nation c'est l'âme des patrons, union – action – régularisation » ; « Et pierre par pierre, et mur par mur, détruisons les centres de rétention ! » ; « Réquisition des logements vides ! »...

Ce n'était certainement pas la dernière mobilisation sur cette question-là, notamment pour la CGA qui a décidé d'axer son travail de luttes sur cette question.

Du côté de la Plume Noire (local autogéré par les militant-e-s de la CGA-Lyon), une collecte de dons pour les migrant-e-s est organisée depuis un mois.

Au départ, celle-ci devait servir au camp No Border de Vintimille mais comme celui-ci a été détruit par les forces de l'ordre, les dons serviront sur Lyon, à Paris, Marseille ou Calais selon les urgences.



CONTACTS

ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

secretariat@c-g-a.org

CLERMONT-FERRAND

Email : clermont-ferrand@c-g-a.org

Blog : <http://www.cgaclermontferrand.org/>

DRÔME/VALENCE

secretariat@c-g-a.org

HAUTE-SAVOIE

groupe-haute-savoie@c-g-a.org

JURA/LONS-LE-SAULNIER

secretariat@c-g-a.org

LE MANS

secretariat@c-g-a.org

LYON

Twitter : <https://twitter.com/cgalyon1>

Email : groupe-lyon@c-g-a.org

Blog : <http://cgalyon.ouvaton.org/>

MÂCON

Email : macon@c-g-a.org

MONTPELLIER

Email : groupe-uaf@c-g-a.org

Blog : <http://www.c-g-a.org/groupe/montpellier-un-autre-futur>

NANTES

Email : nantes@c-g-a.org

RÉGION PARISIENNE

Email : region-parisienne@c-g-a.org

Blog : <http://www.cga-rp.org/>

SAINT-ÉTIENNE

Email : groupe-stetienne@c-g-a.org

TOULOUSE

toulouse@c-g-a.org

FACE À LA TRANSPHOBIE, SEULE LA LUTTE PAIE !

Comme chaque année depuis maintenant 19 ans, les personnes trans, intersexes et leurs soutiens manifestaient dans les rues de Paris pour revendiquer des droits et des papiers. La Coordination des Groupes Anarchistes soutient l'initiative et était présente à la manifestation samedi 17 octobre.

Le 17 octobre a eu lieu pour la 19^{ème} fois l'Existrans, marche de revendication pour les droits des personnes trans. En effet, celles-ci sont obligées d'affronter de véritables entraves pour accéder aux traitements médicaux (notamment hormones et chirurgie) leur permettant de changer leur corps, ou encore pour procéder à un changement d'état-civil, et se voir délivrer des papiers d'identité au genre dans lequel elles vivent.

La transphobie institutionnelle relaie et renforce la transphobie ambiante qui découle du système patriarcal. En effet, celui-ci ne reconnaît que deux identités possibles, qualifiées de naturelles, aux rôles bien définis - les hommes et les femmes. Il nie le fait qu'il s'agit de constructions sociales, caractérisées par un rapport d'oppression, d'un groupe dominant (les hommes) sur un groupe dominé (les femmes). Ce système patriarcal interdit aux personnes de vivre leur identité telle qu'elles le souhaitent et la liberté de tou-te-s à disposer de leurs corps.

La transphobie engendre une situation de grande précarité pour les personnes trans, qui ont beaucoup de difficultés à trouver un travail ou encore avoir accès à la santé. Au quotidien, les personnes trans subissent des violences, que ce soit dans la rue, au travail, dans la sphère privée (famille, couple, etc.), ou encore dans les institutions (administration, police, prison, etc.).

UN EXEMPLE DE LUTTES GAGNANTES : L'EXEMPLE DE L'IRLANDE

Cet été 2015, une loi a été adoptée en Irlande permettant aux personnes trans de changer d'état civil sur simple déclaration. Ainsi, après le Danemark et Malte, l'Irlande devient le troisième pays à faciliter le changement d'état civil pour les personnes trans : le « Gender Recognition Bill » (loi sur la reconnaissance du genre, en français) permet aux personnes transgenres de déterminer en toute liberté leur genre à l'état civil, sans avoir à subir une procédure médicale.

CONTRE LA TRANSPHOBIE, LUTTONS CONTRE LE PATRIARCAT !

Si nous soutenons les luttes pour des mesures législatives concrètes, comme un changement d'état-civil simplifié ou une meilleure prise en compte par les médecins, nous estimons que, seules, elles seraient insuffisantes, et qu'il est aussi capital de lutter contre l'ensemble du système patriarcal, pour en finir avec toutes les oppressions et violences qui en découlent, sexisme, homophobie et transphobie. Ce système de domination et d'exclusion renforce la précarité et les violences générées par toutes les formes d'exploitation et de domination qui traversent la société (exploitation capitaliste, racisme, etc.).

Ainsi, il nous apparaît nécessaire de lutter contre tous les systèmes d'exploitation et de domination, pour l'émancipation de tous et toutes. En tant qu'anarchistes, nous pensons que seules les luttes auto-organisées, et l'auto-gestion nous permettront de sortir de tels systèmes, que ceux et celles qui en profitent ont tout intérêt à préserver. Une telle auto-organisation ne peut être réellement effective qu'à condition que les personnes concernées puissent dès maintenant prendre pleinement leur place dans les organisations militantes de leur choix et dans les luttes. Par conséquent, nous nous engageons au quotidien contre le sexisme, l'homophobie, la transphobie, le racisme, la domination étatique et l'exploitation capitaliste, et portons nos revendications de rupture, pour une société libertaire et égalitaire.



Cortège de la CGA à la marche Existrans 2015
Face à la transphobie : ni oubli ni pardon !

DÉFENDONS LE SYNDICALISME ET L'INSPECTION DU TRAVAIL !

Près de 1000 personnes ont répondu à l'appel au soutien en se rassemblant devant le tribunal d'Annecy le 16 octobre dernier. Pendant cette importante mobilisation, l'Inspection du travail et l'organisation syndicale sont passées à la casserole. Non à la justice de classe !

UNE HISTOIRE DE PAPERASSE

En ce 16 octobre 2015 s'est tenue une audience dans le cadre de ce qu'on appelle « l'affaire Tefal ». Pour rappel, deux personnes sont poursuivies par l'entreprise Tefal de Rumilly (Haute-Savoie) : une inspectrice du travail et un lanceur d'alerte (salarié licencié de Tefal). Juridiquement il leur est reproché le vol et le recel de documents internes ainsi que la violation du secret professionnel. Des documents qui prouvent l'entente entre le patronat et la direction de l'inspection du travail visant à se débarrasser de cette inspectrice. Nous étions environ 1000 à apporter notre soutien et à revendiquer l'arrêt des poursuites.



Ci-dessus : banderole intersyndicale "Pour une inspection du travail indépendante du patronat et du pouvoir politique"
Ci-dessous : faux procès joué par des acteurs et actrices



UN RASSEMBLEMENT QUI A LA CLASSE

Alors que les choses se mettent en place à l'intérieur du bâtiment censé rendre la « justice », un spectacle inhabituel commence dehors. Certes, il y a les stands des syndicats pour répondre aux besoins physiologiques (bouffe, boisson) et intellectuels (tracts, journaux, brochures) des personnes présentes. D'ailleurs nous avons pu présenter le matériel militant de la CGA grâce à la table de la CNT (Confédération Nationale du Travail), un syndicat avec qui nous coopérons bien. Certes, il y a de la sono pour se faire entendre. Certes, il y a un petit échafaudage servant d'estrade pour rendre visibles les prises de paroles. Mais l'échafaudage n'a pas servi qu'à ça.

DEUX PROCÈS POUR LE PRIX D'UN

L'esplanade située devant le tribunal est transformée en salle d'audience à ciel ouvert. Un groupe d'acteurs et actrices, le LACSE (Laboratoire d'Artistes Créateurs Sympathiques et Engagés), demande le silence. Les militant·e·s s'approchent, face à la scène. Les acteurs et actrices commencent alors leur représentation intitulée « L'Autre procès ». Les noms des protagonistes et le rappel des faits nous sont familiers. Ce faux procès ressemble étrangement au vrai, en beaucoup plus drôle. Les acteurs et actrices réalisent ici une belle prestation politique, qui réchauffe les cœurs et les corps en cette froide après-midi.

LE VRAI PROCÈS PAS DRÔLE DU TOUT

Par contre, le vrai procès qui se tient au vrai tribunal avec les vraies personnes concernées tourne au vinaigre. Au point qu'on en arrive à se demander lequel de ces deux procès a été la caricature de l'autre. Alors que les manifestant·e·s espèrent qu'une justice indépendante est encore possible et veulent croire que la relaxe des accusé·e·s ne peut être que la seule issue, dans la salle d'audience se déroule le jeu d'une caste contre le lanceur d'alerte et surtout contre l'inspectrice. Celle-ci est purement et simplement harcelée pendant plus d'1h30 sur sa manière de travailler, alors qu'elle n'a agi que dans le cadre légal de son travail. Le procureur l'accuse d'avoir eu de la compassion pour les salarié·e·s de l'entreprise Tefal, d'avoir transmis des documents « confidentiels » à des « syndicats anarchistes et à la terre entière ». Les témoins présent·e·s dans la salle ont aussi été pris à partie par la présidente de séance et le procureur qui, ne manquant pas de complicité et de sourires réciproques jusqu'au bout, tenteront d'affaiblir les témoignages en affirmant qu'un corps comme l'Inspection du travail n'a pas à être syndiqué et n'est là que pour faire ap-

pliquer le code du travail, sans état d'âme vis-à-vis des salarié·e·s... Étrangement on retient de l'audience que ce code du travail ne s'applique pas de la même façon pour tout le monde. Car selon le procureur, dans le contexte économique actuel, « nous ne vivons pas dans un monde de bisounours ». Selon lui, l'entreprise Tefal, fleuron de l'industrie française, ne mérite pas un tel battage médiatique, pas plus que l'entente flagrante dans laquelle est impliquée la direction de Tefal qui a directement pris contact avec les renseignements généraux et la direction de l'inspection du travail pour faire cesser le contrôle du respect du droit du travail. La présidente de l'audience n'a pas vu non plus où était le problème. Elle nous a juste démontré une nouvelle fois qu'une caste dirigeante existe et applique sa propre justice, une justice de classe permettant aux dominant·e·s, aux possédant·e·s de fixer les règles du jeu capitaliste. Une justice de classe qui encourage l'exploitation des plus vulnérables qui devraient se satisfaire d'avoir un emploi, quand c'est le cas, et ne surtout pas revendiquer plus.

Si nous avons décidé de rejoindre une organisation anarchiste, c'est bien parce que nous sommes contre le système inégalitaire et injuste dans lequel nous vivons actuellement. Et parce que nous pensons que s'organiser permet de mieux lutter pour améliorer nos conditions de vie et réaliser une révolution sociale et libertaire.

Pour cela, de nombreuses batailles militantes sont à mener, comme le soutien au salarié lanceur d'alerte et à l'inspectrice du travail. Car cette affaire n'est pas terminée. Le procureur a requis 5000 euros d'amende contre notre camarade inspectrice, et une amende symbolique assortie d'un éventuel sursis apparemment contre le salarié-licencié-lanceur d'alerte ; c'est trop gentil... La décision du tribunal sera rendue le 4 décembre. Quelle que soit cette décision, nous n'oublierons pas que ce sont l'inspection du travail, les syndicats et les travailleuses et travailleurs qui auront été malmené·e·s dans cette histoire. D'ici là, soyons prêt·e·s à nous mobiliser de nouveau. Que ce soit à Annecy ou ailleurs, non au cirque judiciaire ! Non à la justice de classe, non à l'exploitation et au chantage économique, oui à la justice sociale et à l'égalité réelle entre toutes et tous sans aucun pouvoir ni aucune autorité !



AGENDA

NOVEMBRE

7 MONTPELLIER
Formation sur les dernières lois de démantèlement du code du travail
 Organisé par le groupe *Un Autre Futur* de la CGA.
 À La Mauvaise Réputation (20 rue Terral) à 17h.

22 PARIS (75)
Manifestation unitaire de solidarité avec les migrant·e·s
 À 15h. Lieu à définir

28 LYON
Projection du documentaire "On a grévé"
 Organisé par la CGA Lyon en collaboration avec la CNT-SO
 À La Plume Noire (8 rue Diderot)

LA COORDINATION DES GROUPES ANARCHISTES

Nous sommes une organisation spécifique anarchiste se réclamant du communisme libertaire. La CGA est une fédération de groupes et de liaisons se retrouvant sur des principes et fonctionnement communs. Regroupant des militantes et des militants conscient·e·s de la nécessité de s'organiser pour lutter contre ce qui nous opprime, dans une perspective révolutionnaire, elle se veut un outil au service d'une double tâche :

- la promotion du projet de société et des pratiques anarchistes,
- favoriser l'émergence et le développement de luttes so-

ciales populaires.

Notre conception du combat contre la bourgeoisie, le capitalisme, l'État, les systèmes racistes et de domination masculine, l'oppression religieuse, est résolument internationaliste, convaincu que les frontières, l'impérialisme et les guerres sont l'arme des classes dominantes sur le plan international pour diviser les exploité·e·s et les dominé·e·s selon le bon vieux principe du « diviser pour mieux régner ».

Site web : <http://www.c-g-a.org/>

Contact : secretariat@c-g-a.org



Suivez l'actualité de la CGA sur Facebook